

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : ASA 21/009/2007 - ÉFAI

3 août 2007

AU 199/07 Craintes pour la sécurité

**INDONÉSIE** **Socrates Yoman (h), président de la Communion des Églises baptistes de Papouasie**  
**Noahk Nawipa (h), chef religieux de l'Église kingmi**  
**Benny Giay (h), chef religieux de l'Église kingmi**

---

Benny Giay, Noahk Nawipa et Socrates Yoman, trois chefs religieux chrétiens de la province de Papouasie, auraient été menacés. Amnesty International craint pour leur vie.

Le 29 juillet, vers minuit, deux hommes se seraient rendus au domicile du pasteur Benny Giay, l'un des responsables de l'Église kingmi (branche papoue de l'Église indonésienne du temple de la Bible ; de nombreux membres de la communauté indigène fréquentent le lieu de culte de l'Église kingmi, dans la ville de Djayapura, en Papouasie). Ils auraient tourné autour de la maison pendant une quinzaine de minutes avant de repartir. Le lendemain, on informait le pasteur Giay que quelqu'un avait reçu sur son téléphone portable un SMS (message écrit) lui demandant de se joindre à un groupe qui prévoyait de vandaliser le bureau du religieux à l'église kingmi. Le 1<sup>er</sup> août, on lui a également conseillé, alors qu'il était en déplacement dans la région du lac Sentani, dans la province de Papouasie, d'être « *extrêmement prudent* » car des membres de la branche nationale de l'Église indonésienne du temple de la Bible (*Gereja Kemah Injil Indonesia*, GKII) projetaient de tirer sur des pasteurs, voire de les tuer, depuis les abords du Sentani. Cette rumeur faisait écho à un autre avertissement donné par un pasteur, qui aurait déclaré : « *dites à pak [M.] Benny Giay et à pak [M.] Noahk Nawipa de faire très attention, parce que certains pasteurs de la GKII veulent les tuer. Et s'ils n'y arrivent pas, il y a de nombreux moyens de les enlever* ». Noahk Nawipa est une autre personnalité importante de l'Église kingmi. Benny Giay a dénoncé ouvertement les violations des droits humains et la situation politique en Papouasie.

Le 30 juillet, selon les informations recueillies, environ 25 personnes se disant membres de la GKII se sont rendues à l'église kingmi. La foule a jeté des pierres contre le bâtiment, blessant pas moins de huit personnes qui protégeaient les locaux. Trois d'entre elles ont dû être transportées à l'hôpital. Certains, parmi la foule, auraient crié : « *Attrapez et tuez le Dr Benny et le Dr Noahk ; ils provoquent les gens et créent trop de problèmes en Papouasie occidentale. Ce sont de vrais provocateurs.* »

L'attaque pourrait être liée aux tensions existant entre la GKII et l'Église kingmi. Celle-ci s'est officiellement séparée de la GKII en 2006, mais à la suite d'allégations selon lesquelles l'Église kingmi soutiendrait le mouvement indépendantiste armé *Organisasi Papua Merdeka* (OPM, Organisation de la Papouasie libre), des membres de la GKII ont rejeté son autonomie.

Selon certaines informations, une cinquantaine de policiers étaient présents lors de l'attaque contre l'église kingmi, mais des témoins affirment qu'ils n'ont rien fait pour l'arrêter. D'après certaines sources, des membres de la *Brigade Mobil* (*Brimob*, Brigade de police mobile) et des militaires ont pris part aux violences en vandalisant des biens appartenant à l'église.

Un autre incident serait survenu le 29 juillet, après un office. Le révérend Socrates Yoman, président de la Communion des églises baptistes de Papouasie, a en effet affirmé qu'il avait été menacé par des membres des services de renseignement de l'armée et par des policiers armés aux abords de l'église baptiste de Djayapura, dans la province de Papouasie. Le révérend Yoman a indiqué que des membres des forces de sécurité l'avaient menacé verbalement et qu'un pistolet avait été braqué sur lui. Amnesty International ignore le contenu exact des menaces en question. Le révérend Yoman a dénoncé à plusieurs reprises les violations des droits humains commises par les autorités en Papouasie.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

Il y a dans la province de Papouasie un mouvement indépendantiste assez actif, face auquel les forces de sécurité indonésiennes ont parfois réagi avec une force excessive en ayant recours à des exécutions extrajudiciaires, des actes de torture et des détentions arbitraires. Des membres d'organisations locales de défense des droits humains font l'objet de manœuvres de harcèlement et d'intimidation en raison de leurs activités, et certains ont été contraints de quitter la province. Des chefs religieux, entre autres personnes, se sont fait l'écho des préoccupations de la population locale au sujet des violations des droits humains actuellement commises ; ils ont en retour été accusés publiquement d'entretenir des liens avec le mouvement indépendantiste. Hina Jilani, la représentante spéciale des Nations unies sur la question des défenseurs des droits humains, a déclaré, à la suite de sa visite en Indonésie en juin 2007, que les défenseurs des droits humains actifs dans la province de Papouasie risquaient toujours d'être soumis à des actes de torture, des arrestations arbitraires et des manœuvres de harcèlement par la police, l'armée et les forces de sécurité du pays.

Amnesty International ne prend pas position en ce qui concerne le statut politique de l'une ou l'autre des provinces indonésiennes, mais elle considère que le droit à la liberté d'expression inclut le droit d'exprimer un point de vue politique et que ce droit doit être respecté.

### **ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en bahasa indonesia, en anglais ou dans votre propre langue) :**

- dites-vous inquiet pour la sécurité de Benny Giay, Noahk Nawipa et Socrates Yoman ;
- exhortez les autorités à prendre immédiatement des mesures concrètes afin de garantir la sécurité de Benny Giay, Noahk Nawipa et Socrates Yoman ainsi que celle des autres membres de l'Église kingmi ;
- appelez les autorités à enquêter sur les déclarations de Socrates Yoman, qui affirme que des membres des forces de sécurité l'ont menacé en braquant une arme sur lui, et sur les informations selon lesquelles l'église kingmi aurait fait l'objet d'une attaque menée en collusion avec la police et l'armée ;
- demandez instamment que les responsables présumés des attaques et des actes d'intimidation envers les trois chefs religieux et les membres de l'Église kingmi soient traduits en justice ;
- demandez aux autorités de veiller à ce que chaque policier et militaire soit informé du rôle légitime des défenseurs des droits humains ainsi que de la responsabilité qui lui incombe de protéger ces personnes en vertu de la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus.

**APPELS À : (Veuillez noter que les télécopieurs risquent d'être éteints en dehors des heures de bureau. Il faut ajouter sept heures à l'heure GMT pour obtenir l'heure locale. Merci de vous montrer persévérant.)**

#### Président de la République :

Mr Susilo Bambang Yudhoyono

Istana Merdeka, Jakarta 10110, Indonésie

**Fax :** + 62 21 345 2685

+ 62 21 526 8726

+ 62 21 380 5511

**Courriel :** presiden@ri.go.id

**Formule d'appel :** Dear President Yudhoyono / Monsieur le Président de la République,

#### **COPIES À :**

Président de la Commission nationale des droits humains :

Komisi Nasional Hak Asasi Manusia

Mr Abdul Hakim Garuda Nusantara, Jl. Latuharhary No. 4B

Menteng, Jakarta Pusat 10310, Indonésie

**Fax : +62 21 392 5227**

Chef de la police nationale :  
Jalan Truno Joyo No. 03  
Jakarta Selatan, Indonésie  
**Fax : + 62 21 720 7277**

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Indonésie dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.** APRÈS LE 14 SEPTEMBRE 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*